

Cessons d'ignorer la France des « autres »...

Urbains, péri-urbains, vivants dans des grandes ou moyennes agglomérations, nous finissons par ignorer la France des « autres ». Ce mal est depuis trop longtemps entretenu dans la plus grande indifférence. C'est ce que récrivait le Gauvain Sers dans sa chanson « Les oubliés ».

La France des oubliés, un mal qui s'étend

Chaque année, le constat s'aggrave. Cette France des « oubliés » ne cesse de se révéler être un mal qui s'étend dans la France profonde sans aucune chance de retour. La dégradation du milieu économique, social et culturel touche des ensembles de communes de banlieue, de zones périphériques et de territoires de campagne.

Ces milliers de communes et de villages en déclin, témoignent de l'ignorance bien entretenue de ce mal chronique de déclin progressif des moyens, d'absence de services publics et d'aides sociales. Sont affectés les écoles, les transports, les petits commerces, la Poste, etc. A cela s'ajoutent avec la pénurie de médecins généralistes, la précarité des premiers soins médicaux, pharmaciens et infirmières, le faible nombre de maisons médicales et la fermeture d'hôpitaux de proximité. A noter que les réseaux de communication ne répondent pas toujours à la réalité des besoins.

La souffrance des agriculteurs

Avec la baisse de sa jeunesse et de sa population active, faute de travail au quotidien compatible et portable de transport. Cette carence ne cesse de détruire la ruralité en la privant de croire en l'avenir et son développement. Les paysans dans nos campagnes souffrent de cette désertification progressive. Seules les grandes exploitations jouent encore un rôle essentiel sur le marché, non sans difficultés avec le nouveau PAC européen. Les agriculteurs et les éleveurs protestent aussi contre le Ceta et le projet le Mercosur qui rendent incompatible l'écologie et environnement avec l'espoir d'une agriculture « bio » compétitive.

Si on prend en compte l'absence de regard sérieux du « politique » vers la France profonde, on comprend mieux le renoncement d'un grand nombre d'élus locaux, maires et conseillers municipaux. Il confirme les conséquences de cet abandon programmé. Le caractère officiel du non-dit, assimilé à de l'ignorance, n'échappe plus à personne.